

Valeur(s) et conditions de l'indépendance culturelle

Autonomie et indépendance selon les
membres du réseau européen Reset!

- ANNE-MARIE AUTISSIER
- YAUHENI KRYZHANOUSKI



Rapport d'enquête réalisé par :

- ANNE-MARIE AUTISSIER

Sociologue, maître de conférences émérite
à l'Université Paris 8

- YAUHENI KRYZHANOUSKI

Docteur en science politique,
chercheur associé au SAGE (CNRS-université de Strasbourg)
et au CERCEC (CNRS-EHESS Paris)

Observatoire des politiques culturelles

33, rue Joseph Chanrion 38000 Grenoble

Tél. : +33 (0) 4 76 44 33 26

Courriel : contact@observatoire-culture.net

Site : www.observatoire-culture.net

Directeurs de la publication : Vincent Guillon,
Emmanuel Vergès

Coordination de l'enquête : Samuel Périgois,
chargé de recherche

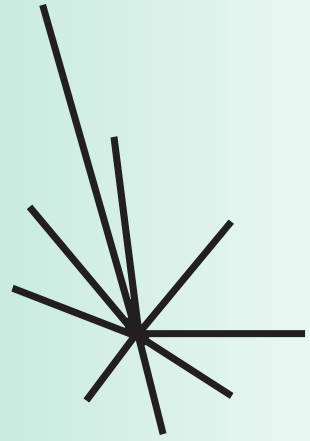
Publication : Lisa Pignot, rédactrice en chef,
responsable des publications

Frédérique Cassegrain, secrétaire de rédaction

Conception graphique et adaptation : OPC

© Les éditions de l'OPC, 2024

SYNTHÈSE / *SYNTHESIS*



1. Questions de recherche / *Research questions*

2. Méthodologie de l'enquête / *Survey methodology*

3. Les dimensions de l'indépendance : cadre conceptuel
/ *The dimensions of independence: conceptual
framework*

4. Principaux apports de l'enquête / *Main findings of the
survey*

4.1 Définitions de l'indépendance : incarnations locales
du principe de l'autonomie de création / *Definitions of
independence: local embodiments of the principle of
creative autonomy*

4.2 Indépendance au quotidien et en action /
Independence in daily practices and in action

5. Conclusion / *Conclusion*

1. Questions de recherche

Reset!, réseau européen réunissant des acteurs se définissant comme indépendants, a été lancé en avril 2022 à l'initiative de l'association culturelle française Arty Farty. Une démarche d'observation a été intégrée à la candidature de Reset! à un appel à projets Europe créative. L'Observatoire des politiques culturelles a accompagné cette démarche en réalisant en 2022-2023 une enquête portant sur les membres du réseau⁰¹

Lors de sa création, il comptait 34 membres dans 16 pays. Au moment de la rédaction du présent rapport, il comptait 85 membres dans 25 pays. Il compte, en août 2024, 110 membres dans 30 pays.

01

et la notion d'indépendance qu'ils mettent au travail.

Au regard de l'activité du réseau Reset! et de ses membres, **l'enquête interroge de façon dynamique la construction d'une catégorie de l'« indépendance » dans la production culturelle et médiatique, en examinant plus particulièrement les dimensions politico-institutionnelle et socioprofessionnelle de la question.**

Comment qualifier cette catégorie d'acteurs culturels dits indépendants en Europe ? À partir de quelles représentations et conceptions de l'économie politique de la culture et des médias est-elle construite au sein du réseau ? Quels usages politiques et institutionnels de l'indépendance peut-on identifier de la part du réseau Reset! et de ses membres ? Quels sont les besoins spécifiques des acteurs indépendants, tels qu'ils sont exprimés notamment dans les différents contextes territoriaux et politiques représentés ? Quelles disparités ou variations géographiques, sectorielles ou autres peut-on mettre en évidence ? Comment entre-t-on en indépendance (et en sort-on) ? Quelles valeurs d'ordre culturel, social et politique sont mises en avant par les membres du réseau ? Ce sont les principales questions qu'examine l'enquête.

La question de l'indépendance de l'activité artistique, ainsi que des producteurs culturels et médiatiques, a été régulièrement soulevée sous différentes formes et désignations (autonomie, liberté artistique, liberté d'expression, non-conformisme, authenticité, émancipation, rupture, débat entre art pour l'art et art social, underground choisi, autoproduction et ethos *Do it yourself* [DIY], etc.) au regard de l'autonomisation progressive du champ artistique et de la professionnalisation de la culture, ainsi que des nouvelles orientations du champ des médias (édition et plateformes numériques, journalisme citoyen, etc.). Cependant, la notion d'indépendance peut revêtir des significations différentes en fonction du contexte national, politique et historique.

Aujourd'hui, à cause de l'histoire spécifique de l'autonomisation et de la structuration des activités artistiques dans différents États européens, la perception et la définition de l'indépendance varient – entre tendances de distinction par rapport aux logiques économiques et conquête d'autonomie dans la dimension politique et idéologique. Sur

un autre plan, l'émergence de nouveaux médias s'est traduite par des concurrences en termes de contenus, de normes, de priorités, de statuts, d'échelles et de moyens de production et de diffusion face aux oligopoles, voire de tentatives de contournement de la censure. Au-delà des différences historiques nationales, la conception de l'indépendance que se font les acteurs est tributaire de leurs propriétés sociales et générationnelles, de leur trajectoire préalable, des courants et mouvements artistiques ou des cercles éditoriaux auxquels ils appartiennent. Comme les acteurs sont socialement situés, les visions qu'ils ont de l'indépendance le sont aussi. Un des objectifs de cette recherche a été de repérer les frontières de l'autonomie/hétéronomie politique, économique, artistique et éditoriale acceptables pour les acteurs du réseau Reset!, c'est-à-dire les lignes rouges à partir desquelles on ne peut plus parler d'indépendance – pour en construire une définition liminaire, et non uniquement essentialiste.

Plusieurs questionnements dans le cadre de cette enquête touchent aux aspects politiques de l'activité culturelle perçue comme indépendante. Comment les tensions, les divergences ou au contraire les habitudes de coopération entre acteurs indépendants, favorisées par le manque de ressources, impactent-elles les usages de la notion d'indépendance dans le secteur de la culture et des médias ?

Ainsi, l'enquête s'intéresse aux aspects de l'activité des membres du réseau Reset! qui vont au-delà du domaine culturel et éditorial au sens strict et concernent plus largement les problèmes sociaux et politiques, la vision de la société et de son développement, ainsi que le débat public. Quelles valeurs d'ordre social et politique sont portées par les membres du réseau Reset! ? Y a-t-il des valeurs de cet ordre qui sont associées voire propres au secteur culturel indépendant ? Quel est le rapport de ces structures à l'Europe ?

Enfin, la question qui se pose est aussi celle des « bonnes » politiques publiques pour la culture indépendante. Comment valoriser l'indépendance des acteurs culturels auprès du monde politico-administratif ? Du point de vue des membres du réseau Reset!, quelles mesures peuvent être envisagées afin de minimiser la vulnérabilité du secteur culturel indépendant face aux crises ? La crise sanitaire a rendu apparente cette vulnérabilité, mais d'autres menaces sont à envisager : crises énergétique, économique, financière, environnementale, voire, dans certains États, politique en cas de changement de majorité ou de régime. En tout état de cause, cette réflexion doit tenir compte de la dimension multiscale des politiques publiques, y compris celles de la culture et des médias, entre plusieurs niveaux : local, régional, national ou fédéral, européen.

2. Méthodologie de l'enquête

Pour examiner ces questions et y apporter des éléments de réponse, quatre méthodes d'enquête ont été mobilisées :

- collecte et analyse de la **documentation** sur le sujet, dont le matériau produit par le réseau, notamment 15 lettres d'information publiées par Reset! en 2022-2023 et les rapports de 43 ateliers (*workshops*) organisés sous le patronage du réseau entre février 2022 et août 2023 ;

- **observation participante** : nous avons notamment pris part aux deux forums de Reset! à Bruxelles en 2022 et à Lyon en 2023 et avons systématiquement participé aux visioconférences du réseau, pendant la durée de l'enquête, de l'automne 2022 à fin 2023 ;

- élaboration et traitement d'un **questionnaire** en ligne afin de recueillir des informations sur le statut juridique, le budget, le domaine d'activité, la situation géographique, la taille des structures et les effectifs, l'ancienneté et les principales caractéristiques des membres du réseau Reset!. Le questionnaire a aussi inclus des éléments sur la définition de l'indépendance, ce qui a permis d'élaborer une cartographie de ses dimensions et de croiser les résultats avec les caractéristiques des structures. 35 membres du réseau ont répondu au questionnaire entre décembre 2022 et janvier 2023 ;

- réalisation de 27 **entretiens semi-directifs** avec 30 représentants des structures membres du réseau Reset! venant de 18 pays européens, auxquels s'ajoutent 2 entretiens avec d'autres personnes-ressources (représentante de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture auprès de la Commission européenne, directrice d'un autre réseau culturel européen).

Le réseau Reset! offre un terrain unique pour une enquête sur la définition de l'indépendance. Il permet d'aller plus loin qu'une étude de cas limitée à un domaine d'activité, à un pays ou à une ville. Il offre une possibilité de croiser et confronter les perspectives des acteurs qui se caractérisent par une diversité géographique et sectorielle, mais qui se réunissent autour d'un projet, de défis et d'un débat communs qui gravitent justement autour de la vision et de l'expérience de l'indépendance. Notre réflexion est partie d'une approche dynamique de l'indépendance des acteurs de la culture et des médias, qui intègre à la fois son caractère relatif et la diversité de ses conceptions dans différents contextes nationaux, politiques et sectoriels.

3. Les dimensions de l'indépendance : cadre conceptuel

L'enquête a été structurée autour de quatre dimensions que peut revêtir la notion d'indépendance.

- Indépendance économique

L'indépendance économique est la dimension primordiale de la réflexion sur la professionnalisation et l'autonomie de la production culturelle, notamment dans les États occidentaux capitalistes et libéraux, où suite à la minimisation de la censure étatique, la part des contraintes de marché dans l'encadrement des marges de manœuvre des artistes et des professionnels des médias grandit pour constituer, vers la fin du xx^e siècle, le principal facteur qui limite la liberté d'expression. La concentration de la création dans les grands groupes est aussi souvent présentée comme un facteur d'homogénéisation et d'encadrement de l'activité culturelle. Plusieurs modes de production et de diffusion alternatives ont été proposés et conceptualisés pour se distinguer par rapport au modèle de marché et des grands groupes, comme le *Do it yourself* dans la musique, d'abord par le mouvement punk.

- Deux dimensions de l'indépendance politique : relations avec le monde politico-administratif (pôle politique institutionnelle) et engagement dans le débat public (pôle engagement)

La recherche de l'indépendance par rapport au monde politique implique dans la culture au moins deux dilemmes. Premièrement, quels acteurs politiques sont vus comme sources potentielles de la dépendance ? S'agit-il des institutions d'État et de leurs représentants ? Ou encore cherche-t-on, pour marquer le plus haut degré de l'autonomie, à s'interdire la coopération avec tout acteur politique : partis, mouvements collectifs, associations de défense des droits humains, etc. ? Quels sont les types de collaboration et de coopération légitimes, et à partir de quel moment le risque de perte d'autonomie devient-il inhibant ? Il faut y ajouter le rôle des acteurs politiques locaux qui peuvent même, dans certains cas, rentrer en opposition avec les objectifs gouvernementaux, comme ce fut le cas de Wrocław, Capitale européenne de la culture en 2016, se déclarant « la ville de l'autre Pologne ».

Le deuxième dilemme concerne la relation entre indépendance et débat public. D'un côté, on peut imaginer le degré supérieur de l'indépendance dans la posture de « l'art pour l'art » qui se détache volontairement des considérations et débats politiques. D'un autre côté, l'indépendance peut au contraire être vue comme une condition nécessaire et une base pour l'engagement dans le débat sur les questions sociales et politiques,

notamment dans la tradition de l'art non conformiste ou underground de l'Europe centrale et orientale, ou encore de celle de l'engagement intellectuel en France.

Ajoutons que le choix d'un mode de production et de diffusion conforme aux principes de l'indépendance économique peut lui aussi être mis en relation avec les choix politiques ou produire des effets politiques (dimensions et effets politiques de l'indépendance économique). Par exemple, la contestation des règles des grands groupes et de l'approche en termes d'industries culturelles ou le refus de la commercialisation, de l'industrialisation de la production culturelle et de la montée en échelle de diffusion peuvent correspondre, comme dans le cas des mouvements artistiques radicaux, à la critique du modèle capitaliste de la société, ou en tout cas créer ou renforcer l'apparence d'une posture contestataire. De même, la multiplication de médias ou de plateformes autogérés, ayant recours au financement participatif ou à d'autres sources de financement, permet de dessiner des modèles alternatifs par rapport aux courants dominants oligopolistiques.

- *Indépendance de l'expression artistique, indépendance éditoriale (pôle esthétique-éditorial)*

Une quatrième dimension que peut comporter l'indépendance relève des logiques internes du champ artistique ou médiatique : il s'agit de la possibilité de rupture par rapport aux conventions, règles, contraintes, effets de mode et traditions.

Quels sont les effets esthétiques et éditoriaux de l'indépendance et comment les saisir ? Existe-t-il une convergence esthétique et éditoriale entre les initiatives qui se revendiquent de l'indépendance ? Est-ce que l'activité culturelle indépendante doit forcément aspirer à être novatrice, non-conformiste, alternative du point de vue esthétique, artistique ou éditorial ? Existe-t-il un lien organique entre le modèle de production culturelle et son échelle de diffusion ?

4. Principaux apports de l'enquête

4.1. Définitions de l'indépendance : incarnations locales du principe de l'autonomie de création

- *Convergence de la définition autour du pôle esthétique-éditorial*

Tout d'abord, l'enquête fait apparaître une convergence essentielle dans la définition de l'indépendance par les membres de Reset!. Il s'agit d'une définition pragmatique, situationnelle et relative, où l'autonomie au niveau de la production des contenus prime sur la forme institutionnelle et le statut juridique des initiatives : l'indépendance est liée à la

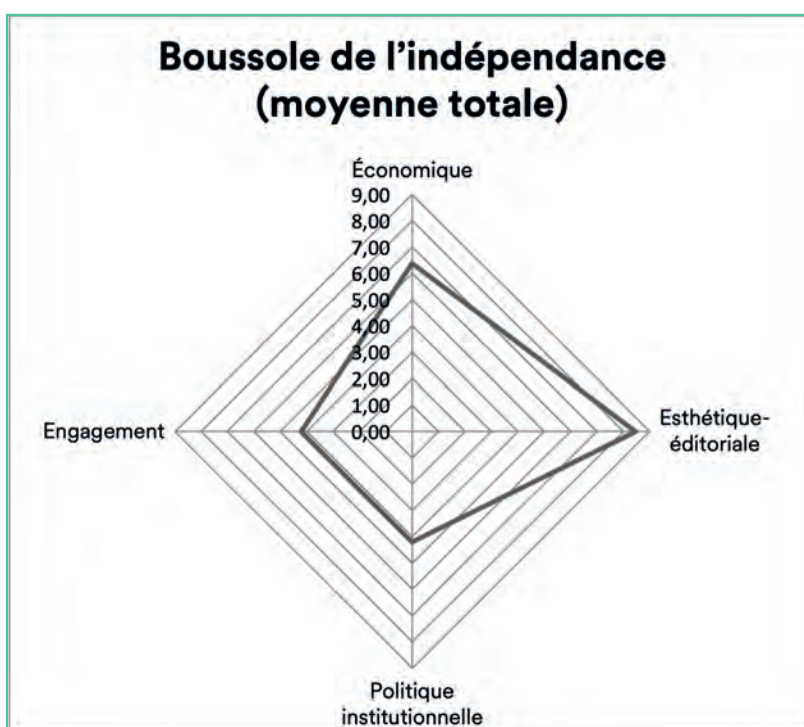
liberté de création avant tout, et les constructions organisationnelles censées garantir cette liberté peuvent être variées et sont secondaires.

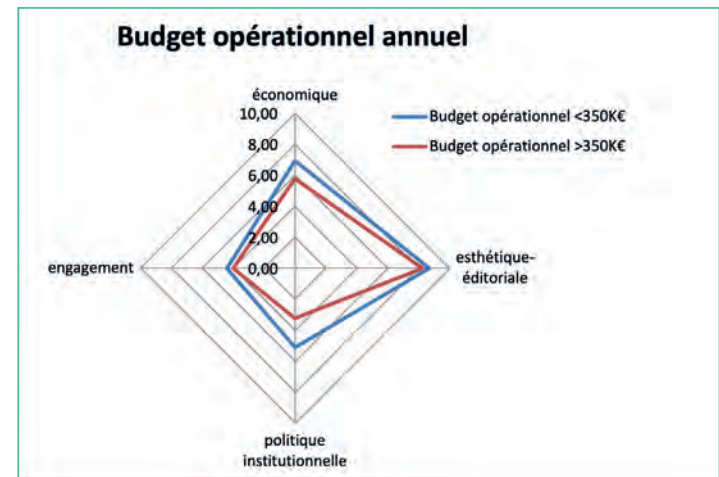
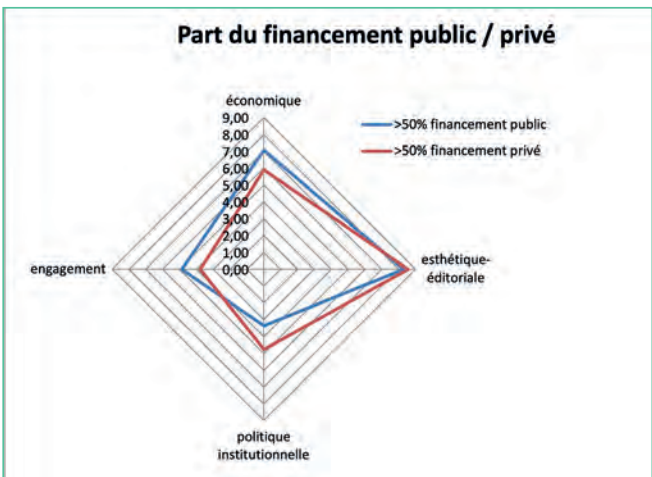
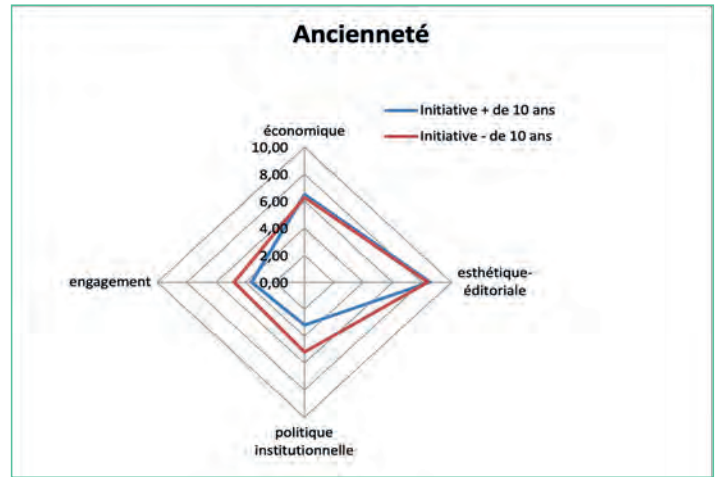
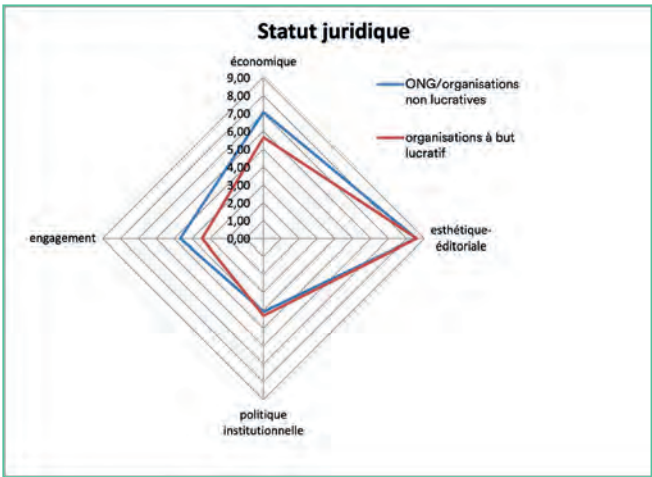
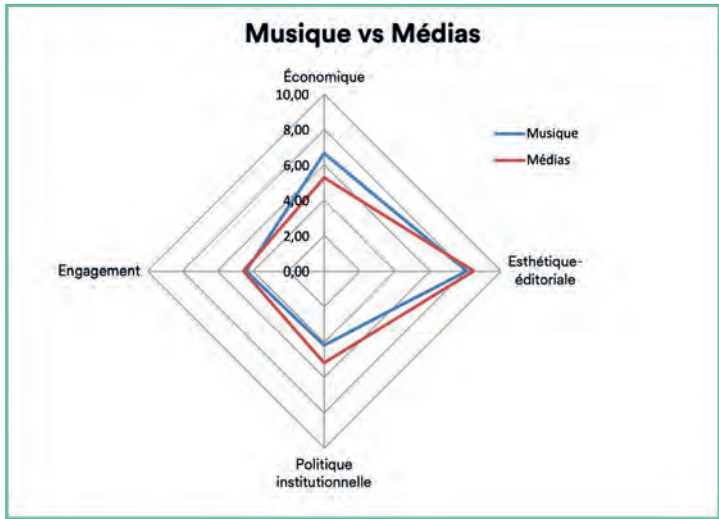
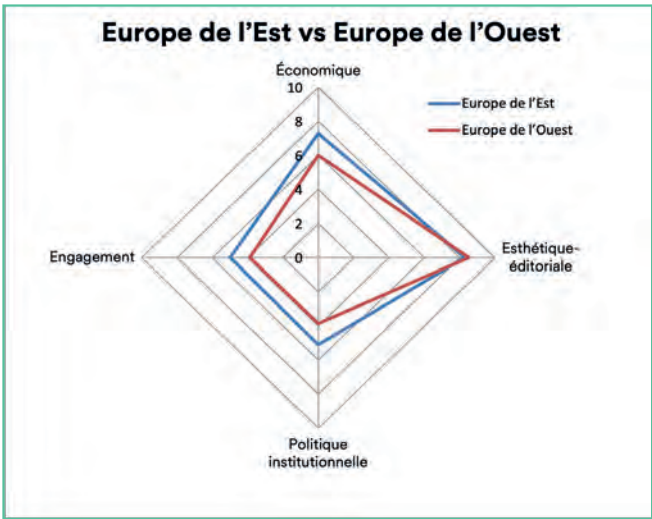
Du point de vue quantitatif⁰², le pôle « esthétique-éditorial » de cette définition de l'indépendance apparaît dominant (note moyenne accordée par les membres dans le questionnaire = 8,46/10, médiane = 9) et le plus consensuel (écart type = 1,86, c'est-à-dire que la dispersion dans les réponses est la plus faible des quatre pôles, donc les réponses sont les plus homogènes). La dimension économique arrive à la deuxième position (moyenne = 6,37), mais c'est aussi celle où il y a le plus de désaccord entre les membres (écart type = 3,02). En moyenne, moins d'importance est accordée par les répondants aux deux pôles politiques de l'indépendance : « politique institutionnelle » et « engagement » (moyenne = 4,20), en sachant que la réponse la plus fréquente concernant l'importance du pôle « engagement » (valeur modale ou « mode ») est zéro, ce qui témoigne du fait qu'un grand nombre de participants croient que l'engagement dans le débat public sur des sujets politiques n'est pas contradictoire avec l'indépendance de l'activité culturelle. Comme on le voit dans les graphiques, cette configuration est partagée par les membres du réseau, presque indépendamment de leur région d'origine, secteur d'activité, statut juridique, ancienneté, budget, etc.

02

Dans le questionnaire, il était demandé aux membres d'exprimer leur accord ou désaccord – en attribuant une note sur une échelle de 0 à 10 – avec les phrases suivantes :

- Les initiatives culturelles et médiatiques indépendantes doivent se démarquer des considérations de marché, de la recherche du profit économique et des grands groupes.
- Les initiatives culturelles et médiatiques indépendantes devraient limiter la coopération avec le gouvernement et les institutions de l'État, y compris en matière de financement public.
- Les initiatives culturelles et médiatiques indépendantes doivent rester en dehors du débat politique et éviter toute coopération avec les partis et mouvements politiques.
- Les initiatives culturelles et médiatiques indépendantes doivent aspirer à l'originalité artistique ou éditoriale et au non-conformisme esthétique.





- Deux niveaux de l'indépendance : indépendance culturelle et indépendance financière-juridique

Cependant, en analysant les entretiens, on constate que cette vision commune de l'indépendance est duelle : elle implique deux niveaux liés mais distincts de la définition. D'un côté, on peut parler de « l'indépendance des contenus » ou de « l'indépendance culturelle », et pour la plupart des interviewés il s'agit d'un volet essentiel et primaire. Il est nécessaire de le séparer de l'indépendance « financière » ou « juridique » (le fait de ne pas appartenir à une institution publique ou un grand groupe) qui constitue le second niveau de la définition.

Ainsi, au premier niveau, celui des contenus, l'indépendance est vue comme l'autonomie économique (par rapport aux grands groupes et parfois aux attentes du marché) et politique (par rapport aux autorités d'État et aux acteurs politiques institutionnels, comme les partis politiques). Cette autonomie est perçue comme impérative pour la préservation du contrôle créatif, de l'innovation artistique et éditoriale, ou encore pour l'engagement dans l'action à utilité sociale (promotion des valeurs d'égalité, d'inclusivité, de tolérance, de préservation de l'environnement, etc.). L'indépendance suppose ainsi qu'on privilégie l'exploration, la liberté de la création ou l'utilité sociale au profit économique.

Au second niveau de la définition de l'indépendance, on retrouve des éléments d'ordre financier ou administratif. Par exemple, le secteur culturel indépendant constitue un « écosystème défini suivant un mode de propriété » : l'initiative (festival, média, club, label, collectif artistique, etc.) appartient aux gens qui y travaillent (au moins en grande majorité) ; il n'y a pas d'actionnaires externes qui pourraient peser sur les décisions ; ces organisations s'affranchissent des grandes institutions culturelles. On peut déceler trois conditions que les interviewés attachent à cette indépendance juridico-financière : auto-gestion ; rentabilité, durabilité et stabilité financière ; autonomie par rapport aux sources de financement.

Pour les membres de Reset! interrogés, la relation entre le niveau juridique-financier de l'indépendance et celui de contenu n'est pas automatique : l'un ne garantit pas forcément l'autre. Ainsi, les institutions culturelles municipales (musées ou salles de concert) sont juridiquement dépendantes des autorités locales, mais peuvent être assez indépendantes culturellement en s'appuyant au contraire sur leur réputation et leur position établie. Il s'agit ici d'un paradoxe où la dépendance juridique peut renforcer l'indépendance culturelle. Et vice versa, les institutions juridiquement indépendantes peuvent abandonner leur indépendance de contenus en se conformant aux attentes des bailleurs de fonds et aux critères de financement.

- Limites de l'indépendance

L'analyse des entretiens donne aussi plus de précision sur le sens que les acteurs confient à ces pôles et sur les frontières de l'indépendance. Du point de vue esthétique et éditorial, les membres insistent sur la diversité et la liberté de création sans arrêter des canons rigides et sans impératifs de forme.

La perception des limites de la coopération avec les partenaires privés (y compris les grands groupes) est variable, mais en règle générale assez souple : chaque initiative définit le point d'équilibre, une configuration des relations qui lui laisse une marge de manœuvre créative suffisante.

Il n'y a pas de réticence pour ce qui est de la coopération avec les institutions publiques et pour le financement public perçu comme une forme de protection contre la concurrence déloyale de la part des grands groupes commerciaux. Ceci dit, la disponibilité et l'accessibilité des financements publics sont en pratique très variables en fonction du pays.

En règle générale, les initiatives sont soucieuses de leur image de neutralité politique, et de ce fait adoptent une approche prudente par rapport à la coopération avec les partis et les mouvements politiques en évitant d'être associées à une force politique particulière.

Les initiatives dites « indépendantes » s'engagent volontiers dans le débat public sur des sujets d'ordre politique et social, mais souvent tendent à les présenter comme non politiques.

Cette définition commune prend ensuite des formes concrètes variables en fonction du contexte national (notamment de la structure d'opportunités en matière de financement public), du secteur d'activité, du statut juridique, des objectifs lucratifs ou non de l'initiative.

Une explication possible de cette convergence réside dans le haut niveau d'internationalisation du secteur de la culture indépendante. Cette internationalisation est visible à la fois d'un point de vue organisationnel, puisque les structures culturelles indépendantes s'engagent souvent dans des collaborations et des projets internationaux (par exemple, au moins 15 des 27 initiatives examinées font partie d'autres réseaux internationaux que Reset!), et au niveau individuel.

4.2. Indépendance au quotidien et en action ---

- *Profils et entrée en indépendance*

L'entrée dans l'indépendance se fait souvent par défaut, car c'est la plus simple façon de se lancer dans des activités créatives sans faire trop de concessions. De ce point de vue l'indépendance est perçue comme moteur de la création : comme ce statut est plus accessible, il concentre aussi les projets qui se distinguent du *mainstream* et participent à l'innovation.

Sur un échantillon de 30 personnes, 16 ont déclaré avoir fait des études supérieures, voire un doctorat, soit dans des domaines de la culture (conservation muséale, études de médias, études artistiques), soit dans d'autres domaines (science politique, sciences économiques, informatique). Les autres font état de parcours autodidactes. De très nombreux représentants des membres de Reset! interviewés (surtout parmi les plus jeunes) sont de vrais « enfants de l'Europe » – des 30 représentants interrogés, au moins 15 habitent actuellement ou ont habité par le passé dans un pays autre que leur pays d'origine pour faire des études ou exercer une activité professionnelle.

- *Les pratiques quotidiennes de l'indépendance*

Le bricolage et la débrouille apparaissent comme organiques à l'activité culturelle indépendante. La pluricom pétence et le *multitasking* sont au centre des activités, ainsi que le changement de poste dans une hiérarchie souvent horizontale.

Du point de vue de l'organisation et du fonctionnement quotidien, ces initiatives culturelles se situent entre les groupes *Do it yourself* – bénévoles et auto-organisés – et les institutions de la culture « bureaucratifiée ». Elles constituent un pont entre ces deux mondes.

- *Contradictions et tensions de l'indépendance*

Le caractère hybride du secteur étudié est producteur d'une série de contradictions et de tensions qui poussent les acteurs à questionner constamment leurs pratiques et objectifs afin d'élaborer des modèles d'action adaptés qui leur permettraient de les résoudre en trouvant des points d'équilibre.

La première contradiction qui caractérise la culture indépendante est celle entre caractère commercial de l'activité et ethos de l'engagement désintéressé. De ce point de vue, les initiatives indépendantes se situent sur une échelle entre deux pôles idéal-typiques :

entreprise commerciale et association sans but lucratif. Il existe plusieurs solutions qui permettent de réconcilier ces deux principes : réalisation de la commercialisation dans l'esprit « artisanal » propre aux structures indépendantes et de manière restreinte ; limite sur la redistribution des profits ; choix d'une forme juridique coopérative de l'entreprise (entreprise de l'économie sociale et solidaire) ; transparence financière accrue ; gestion et sélection avisées des sources et des modes de financements ; séparation entre les activités commerciales de l'initiative et ses projets désintéressés qui sont concentrés dans deux structures séparées ; diversification de l'activité (création de médias ou de labels) ; localisation en dehors des centres établis de la vie culturelle et touristique, ce qui limite la commercialisation.

La deuxième contradiction propre à l'activité culturelle indépendante est celle entre professionnalisation et passion, institutionnalisation professionnelle et vocation. Les membres du réseau Reset! se prononcent en règle générale en faveur de la professionnalisation douce et graduelle du secteur indépendant. Les solutions citées relèvent de l'usage équilibré et non excessif du bénévolat, de la gestion du temps de travail (souvent partiel), de la gestion des carrières (changements fréquents de poste) et de l'organisation horizontale de la prise des décisions.

- Valeurs partagées par les acteurs

La liberté d'expression et de la presse, l'inclusion des groupes discriminés, l'intégration de l'art et de la culture comme composantes de la société à part entière, la nécessité de renouer le lien social : telles sont les principales revendications des indépendants. La transition écologique, les circuits courts, l'égalité des genres et des salaires font partie des objectifs visés par les membres du réseau, objectifs qui permettent de défendre les valeurs partagées. La transmission aux jeunes générations est, par ailleurs, un vrai sujet de préoccupation des indépendants.

- Comment valoriser l'indépendance ?

L'invisibilité face aux institutions publiques reste un important problème pour de nombreuses structures. La valorisation de l'indépendance devrait se faire à plusieurs échelles : les pairs, les pouvoirs publics, les publics. Le travail de valorisation s'ajoute à toutes les tâches quotidiennes, ainsi il est souvent conduit d'une manière non systématique. Suivant les contextes sociopolitiques, la valorisation peut être discrète ou, au contraire, offensive. Les membres de Reset! sont en règle générale demandeurs de partage de bonnes pratiques en matière de stratégies de valorisation de l'indépendance culturelle.

- Difficultés majeures et bonnes politiques publiques pour le secteur indépendant

L'insuffisance des ressources représente la principale difficulté, mais non la seule. L'organisation horizontale peut donner lieu à des tensions entre personnes mues par la vocation et d'autres vivant ce travail comme un autre. L'incertitude liée à la précarité professionnelle et financière suscite aussi le départ de certains personnels. Le bénévolat constitue un atout et une faiblesse car il fait pression sur les salaires et peut ainsi participer à reproduire le climat de précarité dans le secteur culturel indépendant.

La situation des politiques culturelles est très différente d'un pays à l'autre, en termes de moyens financiers, d'acceptation de l'indépendance, de censure ou de politiques plus ou moins favorables aux expérimentations artistiques. Plusieurs pistes de réflexion ont été proposées pour adapter les politiques culturelles aux besoins spécifiques des structures indépendantes, principalement au niveau de la réglementation, de l'accessibilité des financements et de la coconstruction des politiques.

- Interdépendance et coopération transnationale

L'indépendance est souvent mise en rapport avec la coopération des acteurs culturels qui créent un tissu d'interdépendances. Ainsi, l'autonomie du secteur culturel indépendant ne signifie pas l'isolement des initiatives qui le composent. De nombreuses formes de collaboration régissent l'activité des indépendants. La coopération est vue comme indispensable, à condition qu'elle soit équilibrée et se fasse « de pair à pair », dans une perspective non hiérarchique. Outre leur adhésion à Reset!, beaucoup de membres font partie d'autres réseaux. L'interdépendance est évidente pour la plupart des structures. Le travail en réseau à tous les échelons paraît essentiel. Mais les membres en dehors de l'Union européenne regrettent le manque de souplesse des procédures européennes.

5. Conclusion

Le concept d'indépendance dans la culture a des significations multiples et sa définition évolue constamment. Le sens qui y est associé varie en fonction de la période, du pays et de la région. Cependant, lorsqu'on étudie la perception de l'indépendance par les membres du réseau Reset!, la convergence générale est frappante et ce malgré les différences dues aux contextes politico-économiques dans lesquels évoluent les initiatives culturelles indépendantes en Europe (ces différences sont notamment façonnées par les variations dans la structure d'opportunités de financement public et autres formes de soutien public).

Cette convergence caractérise à la fois la vision de l'indépendance (sa signification et le poids de ses différentes dimensions), les enjeux et défis liés au fonctionnement quotidien des structures, aussi bien que les tensions et contradictions qu'engendre l'activité culturelle indépendante. À la fois fruit et vecteur de l'intégration européenne au concret, l'expérience de Reset! met ainsi en avant la viabilité, l'utilité et les perspectives qu'offre la coopération européenne dans le secteur culturel indépendant.

Cultural Independence: Its Value(s) and Conditions



What autonomy and independence means to
the members of the European network Reset!

Survey report drawn up by:

- ANNE-MARIE AUTISSIER

Sociologist, emeritus lecturer at the University of Paris 8

- YAUHENI KRYZHANOUSKI

PhD in political science, research associate at the University
of Strasbourg (SAGE) and EHESS Paris (CERCEC)



1. Research questions

Reset! is a Europe-wide network of cultural and media organisations who define their activity as independent. It was launched in April 2022 by the French cultural association Arty Farty. Reset!'s application to a Creative Europe call for projects comprised an observation process. France's *Observatoire des politiques culturelles* supported this process by conducting a survey over 2022-2023 hinged around the network's members⁰¹

When it was set up, it had 34 members in 16 countries. At the time of writing, it had 85 members in 25 countries. It now (August 2024) has 110 members in 30 countries.

01

and the notion of independence they apply to their work.

In the light of the activities of the Reset! network and its members, **the survey takes a dynamic look at the construction of a category of “independent operators” in the cultural and media production industry, with a particular focus on the political-institutional and socio-professional dimensions that come into play.**

What characterises this category of so-called independent cultural operators in Europe? What representations and conceptions of the political economy of culture and the media underpin its construction within the network? How is independence put to political and institutional use by the Reset! network and its members? What are the specific needs of independent operators, as expressed in the various territorial and political contexts represented? What geographical, sectoral or other disparities or variations can be identified? How do you become (and stop being) an independent operator? What are the cultural, social, and political values promoted by network members? These are the main questions discussed within the scope of the survey.

The question of the independence of artistic activity, and of cultural and media producers, has regularly been raised in various forms and under different designations (autonomy, artistic freedom, freedom of expression, non-conformism, authenticity, emancipation, breakaway, the debate between art for art's sake and social art, underground by choice, self-production and the *Do it yourself* [DIY] ethos, etc.) when talking of the gradual empowerment of the arts and the professionalisation of culture, and of the new directions taken by the media (digital publishing and platforms, citizen journalism, etc.). However, the notion of independence can take on different meanings depending on the national, political, and historical context.

Today, given the specific history of the empowerment and structuring of artistic endeavours in different European countries, the perception and definition of independence vary—between tendencies to distance an initiative from economic processes and the quest for political and ideological autonomy. On another level, the emergence of new media has led to competition in terms of content, standards, priorities, status, scale and means of

production, and distribution in response to oligopolies, and even attempts to circumvent censorship. Over and above national historical differences, the concept of independence held by the operators is forged by social and generational factors, their previous career path, artistic currents and movements, and the editorial circles to which they belong. The vision of independence varies in line with the operators' social circles. One of the aims of this research was to identify the boundaries of political, economic, artistic, and editorial autonomy/heteronomy that are acceptable to the operators in the Reset! network, i.e. the red lines beyond which it is no longer possible to speak of independence—the aim being to come up with a definition that is not merely essentialist.

A number of questions in this survey touch on the political aspects of cultural activity that is perceived as independent. How do the tensions, divergences or, on the contrary, cooperation practices between independent operators, reinforced by the lack of resources, impact on the claim of independence in the cultural and media sector?

The survey therefore explores aspects of the activity of Reset! network members that go beyond the cultural and editorial sphere in the strict sense, and relate more broadly to social and political issues, the vision of society and its development, and public debate. What are the social and political values promoted by the members of the Reset! network? Are any of these values associated with, or even specific to, the independent cultural sector? What is the relationship between these structures and Europe?

Finally, there is also the question of the “right” public policies for independent culture. How can the independence of cultural operators be promoted in the political and administrative arena? From the point of view of the members of the Reset! network, what measures can be envisaged to mitigate the vulnerability of the independent cultural sector in the face of crises? The health crisis revealed this vulnerability, but other threats are also looming: energy, economic, financial and environmental crises, and even, in some countries, political crises in the event of a change of majority or regime. Whatever the case, this reflection must take on board the multi-level dimension of public policies, including those for culture and the media, and give due consideration to the local, regional, national, or federal and European scale.

2. Survey methodology

To explore these questions and come up with answers, four survey methods were adopted:

- collection and analysis of **documentation** on the subject, including material produced by the network, in particular 15 newsletters published by Reset! in 2022-2023 and the

reports drawn up in the wake of 43 workshops organised under the patronage of the network between February 2022 and August 2023;

- **participant observation**: in particular, we took part in the two Reset! forums in Brussels in 2022 and Lyon in 2023 and systematically participated in the network's videoconferences during the survey period, from autumn 2022 to the end of 2023;

- compilation and processing of an online **questionnaire** to gather information on the legal status, budget, field of activity, geographical location, size of structures and workforce, seniority and main characteristics of the members of the Reset! network. The questionnaire also touched on the definition of independence, which made it possible to map its dimensions and cross-reference the results with the characteristics of the structures. 35 network members responded to the questionnaire between December 2022 and January 2023;

- 27 **semi-structured interviews** with 30 representatives of Reset! member organisations from 18 European countries, plus 2 interviews with other resource persons (representative of the European Commission's Executive Agency for Education and Culture, director of another European cultural network).

The Reset! network offers a unique opportunity to investigate the definition of independence. It makes it possible to go beyond a case study limited to one area of activity, one country or one town. It also provides an opportunity to cross-fertilise and compare the perspectives of operators who are geographically and sectorally diverse, but who rally around a common project, challenges, and a debate that touch on the vision and experience of independence. Our thinking is based on a dynamic approach to the independence of cultural and media operators, which incorporates both its relative nature and the diversity of its conceptions in different national, political, and sectoral contexts.

3. The dimensions of independence: conceptual framework

The survey was structured around four possible dimensions of independence.

- *Economic independence*

Economic independence is the key dimension in the debate on the professionalisation and empowerment of cultural production, particularly in the liberal capitalist states of the West where, given the decline of State censorship, the role of market constraints in limiting the margin of manoeuvre of artists and media professionals grew, towards

the end of the 20th century, to become the main factor limiting freedom of expression. The concentration of creation within large groups is also often held up as a factor in homogenising and controlling cultural activity. A number of alternative modes of production and distribution have been proposed and conceptualised to allow operators to distance themselves from the market model and the big groups, such as the *Do it yourself* approach in music, first developed by the punk movement.

- *Two dimensions of political independence: relations with the political-administrative world (institutional politics focus) and involvement in public debate (involvement focus)*

When it comes to culture, the quest for independence from the world of politics raises at least two dilemmas. Firstly, which political players are seen as potential sources of dependency? Are we talking about State institutions and their representatives? Or, to ensure the greatest possible degree of autonomy, is the aim to reject cooperation with any political player: parties, collective movements, human rights associations, etc.? What types of collaboration and cooperation can be considered as legitimate, and at what point does the risk of loss of autonomy become an inhibiting factor? To this must be added the role of local political players, who may even, in some cases, enter into opposition with government objectives, as was the case with Wrocław, European Capital of Culture in 2016, declaring itself to be “the city of the other Poland.”

The second dilemma concerns the relationship between independence and public debate. On the one hand, it is difficult to imagine a philosophy more independent than “art for art’s sake,” which deliberately breaks away from all political considerations and debates. On the other hand, independence can be seen as a necessary condition and a basis to be given a voice in the debate on social and political issues. This is true of the tradition of non-conformist or underground art in Central and Eastern Europe, or that of intellectual activism in France, for example.

Moreover, opting for a particular mode of production and distribution in accordance with the principles of economic independence can also be linked to political choices or produce political effects (political dimensions and effects of economic independence). Contesting the rules imposed by the large groups and the approach favoured by the cultural industries, or rejecting commercialisation, the industrialisation of cultural production and the increasing scale of distribution, for example, may be considered, as in the case of radical artistic movements, as criticism of the capitalist model of society, or at any rate contrive or reinforce a semblance of an anti-establishment attitude. Similarly, the proliferation of self-managed media or platforms, which resort to participatory or other sources of funding, is helping to shape alternative models to the oligopolistic mainstream.

- *Independence of artistic expression, editorial independence (aesthetic-editorial focus)*

A fourth dimension of independence relates to a rationale that is inherent to that particular artistic or media field: the possibility of breaking away from conventions, rules, constraints, fashions, and traditions.

What are the aesthetic and editorial effects of independence, and how can they be understood? Is there an aesthetic and editorial convergence between initiatives that claim to be independent? Does independent cultural activity necessarily have to aspire to be innovative, non-conformist, alternative from an aesthetic, artistic, or editorial point of view? Is there an organic link between the model of cultural production and the scale of its distribution?

4. Main findings of the survey

4.1. Definitions of independence: local embodiments of the principle of creative autonomy

- *Convergence of the definition around the aesthetic-editorial focus*

First of all, the survey reveals an essential convergence in the definition of independence by Reset! members. It is a pragmatic, situational, and relative definition, in which autonomy in the production of content takes precedence over the institutional form and legal status of initiatives: independence is linked, above all, to creative freedom, and the organisational structures that are designed to guarantee this freedom can be varied and take a back seat.

02

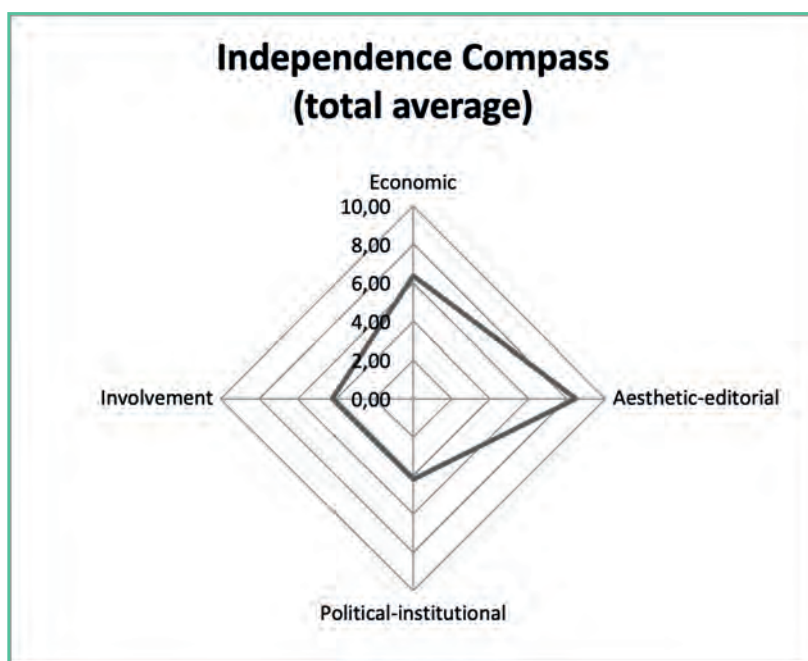
From a quantitative point of view⁰², the “aesthetic-editorial” focus of this definition of independence appears dominant (average score given by members in the questionnaire = 8.46/10, mean score = 9) and the most consensual (standard deviation = 1.86, i.e. the dispersion in responses is the

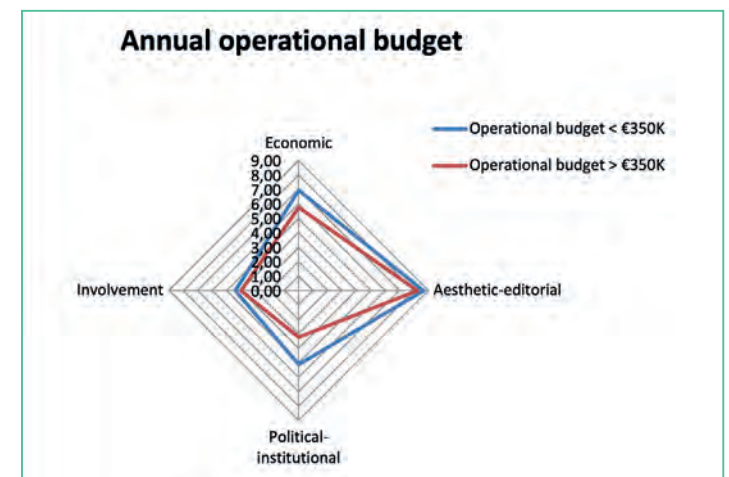
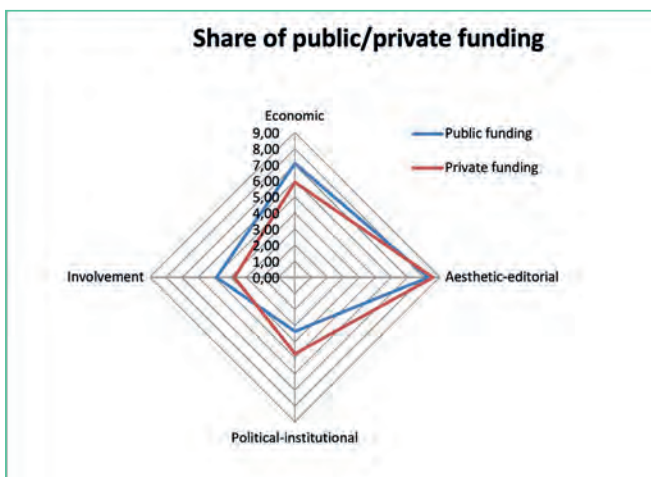
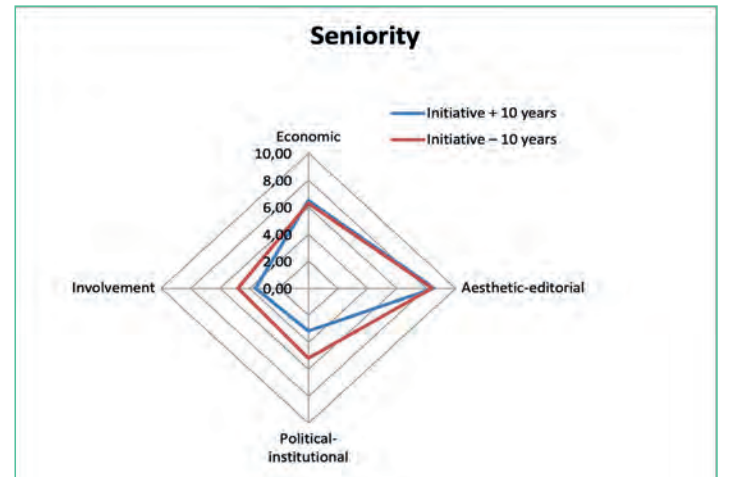
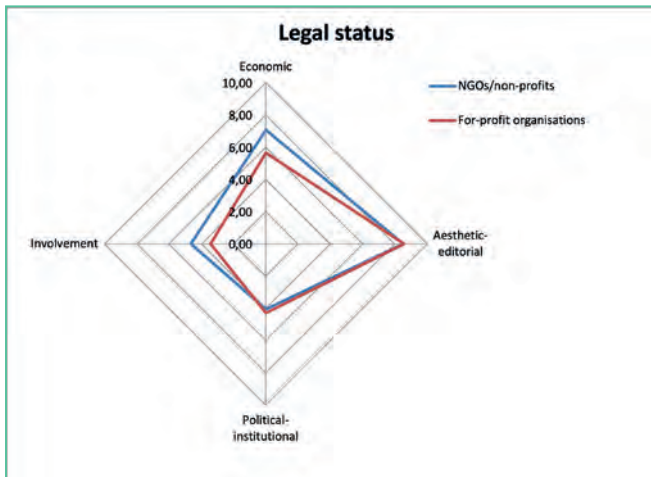
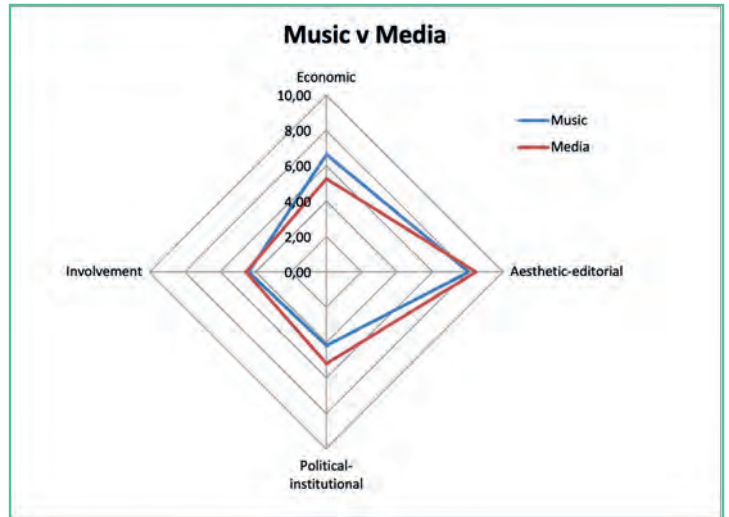
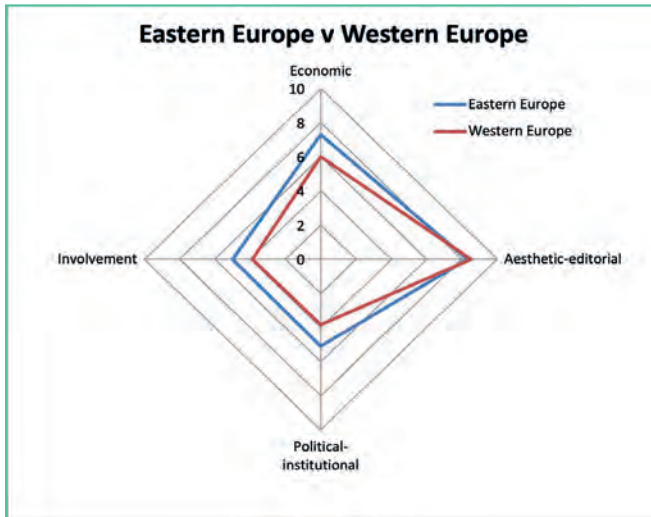
In the questionnaire, members were asked to express their agreement or disagreement—by giving a score on a scale of 0 to 10—with the following sentences:

- Independent cultural and media initiatives must distance themselves from market considerations, the quest for economic profit, and large groups.
- Independent cultural and media initiatives should limit cooperation with government and State institutions, including public funding.
- Independent cultural and media initiatives must remain outside the political debate and avoid any cooperation with political parties and movements.
- Independent cultural and media initiatives must aspire to artistic or editorial originality and aesthetic non-conformity.

lowest of the four aspects, so the responses are the most homogeneous). The economic dimension comes second (mean score = 6.37), but it is also the dimension that shows up most disagreement between members (standard deviation = 3.02). On average, respondents attach less importance to the two political focuses of independence: “institutional policy” and “involvement” (mean score = 4.20), bearing in mind that the

most frequent response concerning the importance of the “involvement” focus (modal value or “mode”) was zero, which testifies to the fact that a large number of participants believe that involvement in public debate on political subjects is not contradictory with the independence of cultural activity. As can be seen from the graphs, this configuration is shared by network members, almost independently of their region of origin, sector of activity, legal status, seniority, budget, etc.





- Two levels of independence: cultural independence and financial-legal independence

However, an analysis of the interviews shows that this shared vision of independence has a dualistic quality: it implies two connected but distinct levels of definition. On the one hand, we can talk about “content independence” or “cultural independence” and, for most of the interviewees, this is an essential and primary aspect. It is necessary to separate this from “financial” or “legal” independence (the fact of not belonging to a public institution or a large group), which constitutes the second level of the definition.

This means that, at the first level, that of content, independence is seen as economic autonomy (in relation to major groups and sometimes to market expectations) and political autonomy (in relation to State authorities and institutional political players, such as political parties). This autonomy is seen as imperative for maintaining creative control, artistic and editorial innovation, and involvement in a socially useful action (promoting the values of equality, inclusiveness, tolerance, environmental protection, etc.). Independence implies that exploration, creative freedom and social usefulness are given priority over economic profit.

The second level of the definition of independence encompasses financial or administrative elements. For example, the independent cultural sector is an “ecosystem defined by a type of ownership”: the initiative (festival, media, club, label, artistic collective, etc.) belongs to the people who work there (at least for the most part); there are no external shareholders who could influence decisions; these organisations are independent of the major cultural institutions. We can identify three conditions that the interviewees attach to this legal and financial independence: self-management; profitability, sustainability and financial stability; autonomy in relation to sources of funding.

For the Reset! members interviewed, the relationship between the legal-financial level of independence and the content level is not automatic: one does not necessarily guarantee the other. For example, municipal cultural institutions (museums or concert halls) are legally dependent on local authorities, but can be quite independent in cultural terms by relying on their reputation and established position. This is a paradox where legal dependence can reinforce cultural independence. And vice versa, legally independent institutions can abandon their independence in terms of content by conforming to the expectations of funding bodies and funding criteria.

- Limits to independence

Analysis of the interviews also sheds more light on the meaning that the operators assign to these aspects and on the boundaries of independence. From an aesthetic and editorial

point of view, the members insist on diversity and creative freedom without defining rigid models or formal constraints.

The perception of the limits of cooperation with private partners (including large groups) varies, but is generally quite flexible: each initiative defines the point of balance, a configuration of relations that leaves it sufficient creative margin for manoeuvre.

There is no reluctance to cooperate with public institutions, and public funding is seen as a form of protection against unfair competition from large commercial groups. That being said, the availability and accessibility of public funding varies greatly from country to country.

As a general rule, the initiatives are concerned about their image of political neutrality, and therefore adopt a cautious approach to cooperation with political parties and movements, avoiding being associated with any particular political force.

So-called “independent” initiatives are keen to become involved in public debate on political and social issues, but often tend to present themselves as non-political.

This common definition then takes on concrete forms that vary according to the national context (in particular the structure of public funding opportunities), the sector of activity, the legal status, and the profit-making or non-profit objectives of the initiative.

One possible explanation for this convergence lies in the high degree of internationalisation of the independent cultural sector. This internationalisation is visible both from an organisational point of view, since independent cultural structures often sign up to international collaborations and projects (for example, at least 15 of the 27 initiatives examined belong to international networks other than Reset!), and at an individual level.

4.2. Independence in daily practices and in action ---

- Profiles and becoming independent

Becoming independent is often the default option, because it is the easiest way of getting involved in creative activities without making too many concessions. From this point of view, independence is seen as a driving force for creation: as this status is more accessible, it also channels projects that stand out from the mainstream and contribute to innovation.

Out of a sample of 30 people, 16 said they had a postgraduate qualification, or even a doctorate, either in cultural fields (museum conservation, media studies, art studies) or in other fields (political science, economics, IT). The others are self-taught. A very large number of the representatives of Reset! members interviewed (especially among the youngest) are true “children of Europe”—of the 30 representatives interviewed, at least 15 currently live or have lived in the past in a country other than their country of origin in order to study or work.

- Independence in daily practices

DIY and resourcefulness appear to be organic to independent cultural activity. Multiskilling and multitasking are typical of the activities, as is changing jobs within an often-horizontal hierarchy.

In terms of their organisation and day-to-day running, these cultural initiatives fall somewhere between *Do it yourself* groups—voluntary and self-organised—and the institutions of “bureaucratised” culture. They form a bridge between these two worlds.

- The contradictions and tensions of independence

The hybrid nature of the sector under study gives rise to a series of contradictions and tensions that force operators to constantly question their practices and objectives. They are resolved through a balancing act resulting in the appropriate models of action.

The first contradiction that characterises independent culture is that between the commercial nature of the activity and the ethos of selfless engagement. From this point of view, independent initiatives are situated on a scale between two ideal-typical poles: commercial enterprise and not-for-profit association. There are several ways of reconciling these two principles: by marketing initiatives in the “*artisanal*” spirit typical of independent structures and on a restricted basis; limiting the redistribution of profits; opting for a cooperative legal form for the company (social economy company); greater financial transparency; careful management and selection of funding sources and methods; separation between the initiative’s commercial activities and its altruistic projects, which are concentrated in two separate structures; diversification of activity (creation of media or labels); by setting up outside the established centres of cultural and tourist life, which limits commercialisation.

The second contradiction specific to independent cultural activity is that between professionalisation and passion, professional institutionalisation and vocation. The members of the Reset! network are generally in favour of the gradual, smooth

professionalisation of the independent sector. The solutions put forward revolve around the balanced and non-excessive use of voluntary work, the management of working time (often part-time), career management (frequent job changes) and a horizontal decision-making structure.

- Values shared by the operators

Freedom of expression and of the press, the inclusion of discriminated groups, the integration of art and culture as fully-fledged components of society, the need to renew social ties: such are the main demands of the independent operators. The ecological transition, short distribution channels, gender equality, and equal pay are among the objectives pursued by the members of the network, objectives that enable shared values to be defended. Transmission from one generation to the next is also a real concern for independent operators.

- How can independence create value?

Invisibility in the eyes of public institutions remains a major problem for many structures. Value-creation needs to come from various levels when it comes to independence: peers, public authorities, and the general public. Value-creation comes on top of all the daily tasks, so it is often carried out in an unsystematic way. Depending on the socio-political context, value-creation can be discreet or, on the contrary, offensive. Reset! members are generally keen to share best practice when it comes to the value-creation strategies that guarantee cultural independence.

- Major challenges and good public policies for the independent sector

Insufficient resources are the main difficulty, but not the only one. Horizontal organisation can give rise to tensions between those who are driven by their vocation and others who see their work as just another job. The uncertainty associated with job insecurity and financial insecurity also prompts some staff to leave. Volunteering is both an asset and a weakness, as it puts pressure on salaries and can be a factor in reproducing the climate of insecurity in the independent cultural sector.

Cultural policies vary greatly from one country to another, in terms of financial resources, acceptance of independence, censorship, and policies that are more or less favourable to artistic experimentation. A number of ideas have been put forward for adapting cultural policies to the specific needs of independent structures, mainly in terms of regulation, accessibility of funding, and co-construction of policies.

- Interdependence and transnational cooperation

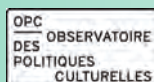
Independence is often linked to cooperation between cultural operators, who weave a web of interdependence. This means that the autonomy of the independent cultural sector does not necessarily imply that its initiatives are rolled out in isolation. There are many different ways in which independent structures work together. Cooperation is seen as essential, provided that it is balanced and takes place on a “peer-to-peer” basis, in a non-hierarchical way. In addition to their Reset! membership, many members also belong to other networks. Interdependence is self-evident for most structures and networking at all levels comes across as essential. But members outside the European Union are disappointed with the lack of flexibility of the European procedures.

5. Conclusion

The concept of independence in culture has multiple meanings and its definition is constantly evolving. The meaning associated with it varies according to the period, the country, and the region. However, our study of the perception of independence by members of the Reset! network reveals a striking degree of general convergence, despite the differences arising from the political and economic contexts within which independent cultural initiatives are rolled out in Europe (these differences are shaped in particular by variations in the structure of opportunities for public funding and other forms of public support).

This convergence characterises both the vision of independence (its meaning and the weight of its different dimensions), the issues and challenges linked to the day-to-day running of the structures, and the tensions and contradictions that independent cultural activity engenders. Both a fruit and a vector of European integration in practice, the Reset! experience highlights the viability, usefulness, and prospects offered by European cooperation in the independent cultural sector.

Observatoire des politiques culturelles
33, rue Joseph Chanrion 38000 Grenoble
Tél. : +33 (0) 4 76 44 33 26
contact@observatoire-culture.net
www.observatoire-culture.net



L'Observatoire des politiques culturelles (OPC) bénéficie du soutien du ministère de la Culture, de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, du département de l'Isère, de la Ville de Grenoble et de Sciences Po Grenoble - UGA.